Métropole d'Aix-Marseille-Provence République Française Département des Bouches-du-Rhône

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 12 décembre 2016

Le 12 décembre 2016 à 18h06, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur David MASCARELLI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI; Philippe AMY; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI; Sylvia BARTHELEMY; Patrick BIAVA; Alain BOUTBOUL; Maurice CAPEL; Pierre COULOMB; Bernard DESTROST; Antoine DI CIACCIO; Sylvie FANEGO; Bruno FOTI; Danièle GARCIA; Gérard GAZAY; Danièle GIRAUD; Magali GIOVANNANGELI; Alain GREGOIRE; Stéphanie HARKANE; Muriel HENRY; André JULLIEN; Michel LAN; France LEROY; Jeannine LEVASSEUR; Hélène LUNETTA; Rémi MARCENGO; Jocelyne MARCON; David MASCARELLI; Danielle MENET; Yves MESNARD; Robert MIECHAMP; Léo MOURNAUD; Patricia PELLEN; Christiane PETETIN; Patrick PIN; Monique RAVEL; Alain ROUSSET; Hélène TRIC; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Pierre MINGAUD représenté par Yves MESNARD Serge PEROTTINO représenté par Madeleine VAICBOURDT Véronique MIQUELLY représentée par Alain BOUTBOUL Patrick ARNOUX représenté par Stéphanie HARKANE Daniel FONTAINE représenté par Magali GIOVANNANGELI Raymond ROCCHIA représenté par Danièle GARCIA Mohammed SALEM représenté par Gérard GAZAY Sylvia DERAI-GIMBERT représentée par Pierre COULOMB Christine PRETOT représentée Jeannine LEVASSEUR Geneviève MORFIN représentée par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI Dominique HONETZY représentée par Antoine DI CIACCIO Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par David MASCARELLI Vincent RUSCONI représenté par Léo MOURNAUD Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE Julie GABRIEL représentée par Pascal AGOSTINI Giovanni SCHIPANI représenté par Hélène TRIC

Etaient absents Madame, Monsieur:

Joëlle MELIN, Albert SALE

CT4/121216/14

Sur le rapport de Pierre COULOMB

Avis sur la convention de délégation de compétence avec la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et exploités par la RDT 13 par la RDT 14 par la RDT 15 par

Date de télétransmission : 04/01/2017 Date de réception préfecture : 04/01/2017 La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains et scolaire intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole
 - Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du Code des Transports.
- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence;
 - Au 1^{er} septembre 2017, pour le transport scolaire non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Par ailleurs, le principe du transfert de la RDT13 vers la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été adopté en Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016. Pour des motifs tenant à la continuité des services et à leur amélioration, et également, de considérations techniques, économiques et sociales, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent maintenir l'unité organique et fonctionnelle de l'EPIC RDT13, c'est-à-dire conserver l'établissement public en tant que personne morale ainsi que le périmètre de ses activités actuelles.

C'est dans cette perspective que le Conseil Métropolitain est invité, par la présente délibération, à adopter la convention de délégation pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et exploités par la RDT 13 entre la Région Provence Alpes Côte-d'Azur et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à compter du 1^{er} janvier 2017.

La Métropole exercera la compétence déléguée au nom et pour le compte de la Région. Dans ce cadre, cette dernière assure :

- l'exécution pour le compte de la Région des services délégués, conformément aux principes tarifaires et règlement d'usage des transports définis :
- la commande des prestations et le suivi de leur bonne exécution aux plans administratif, technique et sécuritaire :
- l'organisation de la perception des recettes et de la délivrance des titres de transport :
- le reversement des recettes à la Région sur la base des chiffres extraits du système billettique par la Région.

La Région conserve la responsabilité :

- de la définition et des règles d'organisation des services ;
- des règles d'accès et de sécurité aux services réguliers ou scolaires :
- de la tarification et les caractéristiques des titres de transport ;

Les lignes régulières et scolaires, objet de la présente délégation, sont détaillées dans la convention ci annexée. Cette convention a une durée d'un an, renouvelable une fois.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action Accusé de réception en préfecture d'affirmation des métropoles ;

Date de télétransmission : 04/01/2017 Date de réception préfecture : 04/01/2017

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 29 novembre 2016.

Considérant

 Qu'il est nécessaire d'adopter la convention de délégation de compétence des services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence entre la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2017.

Ouï le rapport ci-dessus.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique:

De donner un avis favorable à la convention ci-annexée de délégation de compétence des services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence entre la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur de délégation la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et exploités par la RDT 13, à compter du 1^{er} janvier 2017.

La Région PACA rembourse à l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole. A titre d'information, ces charges se sont élevées à !"

- 978 000 € HT sur l'exercice 2015 pour les services de transport interurbain
- 1.460.000 € HT sur l'exercice 2015 (10 mois) pour les services de transport scolaire soit, 584.000 € pour une période de septembre à décembre.

AVIS FAVORABLE

DE TOMBONIO

TOMBONI

Certifié Conforme La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY